



ÉTABLIR UN PONT ENTRE POLITIQUE ET PRATIQUE : RENFORCER LES RÔLES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES CADRES DE PAIX ET DE SÉCURITÉ DE L'UA

*RAPPORT DE LA RÉUNION DES OSCs ORGANISÉE PAR JOINTE COSOCC
ET LE CENTRE INTERNATIONAL DES FEMMES POUR LA PAIX SUR
L'ÉTAT DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE*

Date: 12-14 septembre 2024

Lieu: Radisson Blu Hotel, Lusaka, Zambie



ÉTABLIR UN PONT ENTRE POLITIQUE ET PRATIQUE : RENFORCER LES RÔLES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES CADRES DE PAIX ET DE SÉCURITÉ DE L'UA



*RAPPORT DE LA RÉUNION DES OSCs ORGANISÉE PAR JOINTE COSOCC
ET LE CENTRE INTERNATIONAL DES FEMMES POUR LA PAIX SUR
L'ÉTAT DE LA PAIX ET DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE*

Date: 12-14 septembre 2024

Lieu: Radisson Blu Hotel, Lusaka, Zambie

Contenu

1.	1. CONTEXTE	3
2.	2. DÉROULEMENT	5
2.1.	Cérémonie d'ouverture	5
2.2.	Aperçu des cadres existants pour l'engagement des OSC dans la paix et la sécurité	7
2.3.	Le rôle des États, des institutions régionales et des acteurs non étatiques dans la mise en œuvre effective de la Livingstone Formula et des Maseru Conclusions	8
2.4.	Expériences des OSC dans la promotion de la paix et de la sécurité	10
2.5.	Les agendas Femmes, Paix et Sécurité (FPS) et Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) en Afrique	11
2.6.	Cercles de conversation sur la réinvention de la paix et de la sécurité en Afrique Recommandations politiques pour un renforcement efficace de la consolidation de la paix	12
	2.6.1. Principaux enjeux émergents et recommandations de haut niveau	13
3.	APPEL À L'ACTION	17
4.	REMARQUES DE CLÔTURE	19

CONTEXTE

L'échange d'apprentissage et de réseautage, tenu du 12 au 14 septembre 2024 à l'hôtel Radisson Blu Hotel de Lusaka, en Zambie, a été organisé en réponse aux défis persistants de paix et de sécurité auxquels le continent africain est confronté. Ces défis incluent les conflits violents, les changements anticonstitutionnels de gouvernement et la montée de groupes militants, qui continuent de menacer la stabilité et la gouvernance à travers l'Afrique. Les Organisations de la Société Civile (OSC) jouent un rôle essentiel dans la réponse à ces problèmes, en plaidant pour une gouvernance inclusive, les droits humains et la justice sociale au niveau communautaire.

Le Conseil Économique, Social et Culturel de l'Union Africaine (UA-ECOSOCC) a joué un rôle pivot dans la facilitation de l'engagement des OSC dans l'agenda Paix et Sécurité de l'UA, en particulier à travers l'Architecture Africaine de Paix et de Sécurité (APSA) et l'Agenda 2063 de l'UA. Reconnaisant la nécessité croissante d'impliquer la société civile dans les efforts de paix du continent, l'UA-ECOSOCC s'est associée au Centre International des Femmes pour la Paix (Le Centre pour la Paix) pour organiser cette importante réunion. Fort de trois décennies d'expérience dans la promotion du leadership des femmes dans la consolidation de la paix en contexte de conflit et de post-

conflit, le Centre pour la Paix est une force motrice dans l'amplification des voix des femmes et des jeunes dans (fin 1ère colonne).

les processus de paix et de sécurité.

Le travail de Centre pour la Paix est soutenu par sa participation à la Just Future Alliance, qui comprend des partenariats avec des OSC Internationales et des acteurs régionaux tels que Cordaid, le Africa Security Sector Network (ASSN) et le West Africa Network for Peacebuilding (WANEP).

Ensemble, ces organisations œuvrent pour créer un monde où les évolutions dans les dynamiques de pouvoir mènent à des systèmes de sécurité et de justice plus inclusifs et plus responsables. Le programme Just Future met l'accent sur le renforcement des capacités des acteurs primaires, la promotion d'un plaidoyer collectif et le développement d'institutions plus accessibles et réactives — en particulier pour favoriser l'inclusion des femmes et des jeunes dans les processus décisionnels.

La réunion s'inscrivait dans le cadre des célébrations de l'anniversaire ECOSOCC et APSA @20, marquant deux

décennies de contributions de la société civile à l'agenda Paix et Sécurité de l'Union Africaine. Elle visait également à mettre en lumière (fin 2e colonne,

Elle visait également à mettre en lumière les lacunes importantes dans la participation des OSC au sein des cadres de Paix et de Sécurité de l'UA, tels que la Livingstone Formula et les Maseru Conclusions, et à proposer des stratégies pour surmonter ces défis..

L'événement a offert une plateforme à plus de 55 participants provenant de divers pays d'Afrique — notamment du Botswana, du Burundi, de la République Démocratique du Congo, du Malawi, de la Sierra Leone, du Soudan du Sud, de l'Ouganda et de la Zambie — pour partager des expériences, réfléchir aux défis et élaborer des stratégies pour renforcer leur rôle dans la paix et la sécurité, et développer des actions concrètes visant à améliorer la contribution de la société civile dans ce domaine. Il a également favorisé des partenariats plus solides entre les OSC et l'UA-ECOSOCC, particulièrement axés sur la mise en œuvre des agendas Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) et Femmes,

Paix et Sécurité (FPS).

En plus des discussions approfondies et des sessions collaboratives, les participants ont eu l'occasion de visiter le siège de l'UA-ECOSOCC ainsi que la maison de Dr Kenneth Kaunda, premier Président de la Zambie, aujourd'hui transformée en musée. L'héritage du Dr Kaunda, en tant que défenseur de l'unité africaine, de la paix et de l'autodétermination, a été une source d'inspiration, renforçant l'importance du rôle de la société civile dans la construction d'une Afrique pacifique et sûre. (fin colonne 2)

À la fin de la réunion, les participants ont élaboré un plan d'action détaillé et se sont accordés sur des recommandations clés visant à renforcer la participation des OSC dans les initiatives de Paix et de Sécurité de l'UA. La réunion a non seulement réaffirmé la nécessité d'une collaboration continue entre les OSC et l'Union Africaine, mais elle a aussi souligné l'importance d'inclure les femmes, les jeunes et les communautés de base dans les processus décisionnels.

Le programme de travail était structuré en sept sessions principales, comme suit :



PROCÉDURE

2.1. Cérémonie d'ouverture

La réunion a commencé par les allocutions d'ouverture de:

Déroulement

Mme Sandra Adong Oder, Directrice Exécutive du Women's International Peace Centre, qui, dans son intervention, a reconnu les lacunes significatives dans l'implication des OSC dans les mécanismes de paix à travers l'Afrique. Elle a souligné la nécessité pour les jeunes et les femmes d'être pleinement engagés dans les discussions sur la paix et la sécurité, leurs rôles étant essentiels à la mise en œuvre des initiatives de paix et à la concrétisation des dividendes de la paix sur le continent.

Pour mettre en valeur l'apport des OSC dans la réalisation de l'Agenda 2063, elle a proposé que l'Union Africaine désigne l'année 2026/2027 comme l'Année des Organisations de la Société Civile et de la Réalisation de l'Agenda 2063.

Elle a également insisté sur l'importance de reconnaître l'héritage du Président Kenneth Kaunda en matière de paix et de sécurité, en proposant que le Musée Kenneth Kaunda soit désigné comme un centre spécialisé de l'UA.

Reconnaissant les progrès accomplis dans le renforcement du leadership des femmes dans la consolidation de la paix, elle a invité tous les acteurs à commencer à préparer les célébrations de 2025, marquant le 30^e anniversaire de la Plateforme de Beijing et

le 25^e anniversaire de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies.

“La paix n’est pas seulement l’absence de conflit ; il s’agit de créer un environnement où chacun, en particulier les femmes et les jeunes, peut s’épanouir et contribuer de manière significative”, a déclaré Mme Oder.

“Ces réflexions et conversations doivent être prises au sérieux si nous voulons atteindre l’Afrique que nous voulons”.

M. William Carew, Chef du Secrétariat de l’UA-ECOSOCC, a exprimé sa gratitude envers tous les participants et a insisté sur la nécessité d’une collaboration renforcée pour relever les défis complexes de paix et de sécurité en Afrique. Il a salué le partenariat entre l’UA-ECOSOCC et le Women’s International Peace Centre comme une étape importante dans la promotion d’une consolidation de la paix inclusive.

“Depuis deux décennies, l’UA-ECOSOCC est la voix de la société civile africaine au sein de l’Union. Africaine. Notre partenariat avec le Women’s International Peace Centre constitue une étape majeure dans ce parcours”, a-t-il affirmé.

Il a mis en lumière les réalisations et les lacunes

persistantes dans l’engagement des OSC au sein des cadres de paix et de sécurité de l’UA, soulignant la nécessité de stratégies concrètes et d’un dialogue sincère. Il a invité les participants à partager leurs expériences, idées et engagements :

“Alors que nous entamons ces trois jours de travail, je vous encourage à rester engagés envers la vision d’une Afrique pacifique, sûre et prospère. Bâtissons sur nos forces communes, relevons nos défis collectifs et saisissons l’occasion de façonner l’avenir que nous voulons — un avenir où la paix n’est pas seulement une aspiration, mais une réalité pour tous les Africains.”

(fin colonne)

M. Richard Ssewakiryanga, Président sortant a ouvert la réunion en soulignant l’urgence des efforts de consolidation de la paix en Afrique, alors que la Journée Internationale de la Paix, qui sera commémorée le 21 septembre 2024, approche. “La Journée internationale de la paix est bien plus qu’une date sur un calendrier ; c’est un appel à l’action. Elle nous met au défi de travailler ensemble, dans un esprit de solidarité, pour réaliser un monde où la paix n’est pas seulement une aspiration mais une réalité vécue par

tous”, a-t-il déclaré.

Il a mis en exergue les défis majeurs auxquels l’Afrique est confrontée, notamment les conflits violents, (fin colonne)

les changements anticonstitutionnels de gouvernement, les politiques identitaires et l’instabilité politique. Il a appelé à un dialogue inclusif, à une collaboration renforcée et à un développement durable comme principes fondamentaux guidant l’Architecture africaine de paix et de sécurité et l’Agenda 2063 de l’UA.

Il a salué l’assemblée pour avoir saisi l’occasion de réfléchir et d’élaborer des stratégies sur la manière dont les OSC peuvent renforcer leur engagement dans les discussions sur la paix et la sécurité.

“Je suis particulièrement heureux de voir autant de délégués et partenaires de haut niveau ici aujourd’hui”, a-t-il ajouté, reconnaissant la présence d’acteurs clés.

“Nos dialogues ici à Lusaka informeront directement notre événement parallèle au Sommet pour l’avenir à New York, où nous veillerons à ce que les voix de la société civile africaine soient amplifiées.”

2.2. Aperçu des cadres existants pour l'engagement des OSC dans la paix et la sécurité

La première session a exposé une analyse complète (fin page 6) des structures de l'UA-ECOSOCC et de leur rôle stratégique dans la promotion de la paix et de la sécurité à travers l'Afrique. M. Nana Osei, Chef des Programmes à l'UA-ECOSOCC, a dirigé la session en présentant le rôle central de l'UA-ECOSOCC dans la mise en œuvre de l'Architecture africaine de Paix et de Sécurité (APSA) et des cadres clés tels que la Livingstone Formula et les Maseru Conclusions.

L'objectif de la session était de doter les Organisations de la Société Civile (OSC) d'une compréhension approfondie du mandat, de la structure et des approches stratégiques de l'UA-ECOSOCC pour relever les défis de paix et de sécurité sur le continent.

M. Osei a détaillé les principaux défis sécuritaires auxquels l'Afrique est confrontée, et la nécessité pour les OSC de s'engager

activement auprès des cadres de l'UA. Les participants ont discuté des difficultés rencontrées par les OSC pour s'impliquer dans ces mécanismes, notamment l'accès limité aux processus décisionnels de l'UA, et ont identifié des solutions potentielles pour améliorer la collaboration entre les OSC et l'Union Africaine.

La session a souligné le rôle essentiel des OSC dans le soutien à l'Agenda Paix et Sécurité de l'UA, en particulier dans la mise en œuvre de cadres clés tels que la Livingstone Formula, qui facilite la participation des OSC aux mécanismes de paix et de sécurité.

Dans l'ensemble, il s'agissait d'un échange productif qui a renforcé l'importance des partenariats stratégiques entre les OSC et l'UA-ECOSOCC pour promouvoir la paix et la sécurité continentales.

Questions émergentes:

1. Il existe un écart important dans l'implication des OSC dans les mécanismes de paix.
2. L'engagement total des jeunes et des femmes dans les discussions sur la paix et la sécurité est nécessaire.
3. La reconnaissance du rôle des OSC dans la mise en œuvre des cadres de paix et de sécurité est cruciale.
4. Il devrait y avoir des commémorations et réflexions sur les contributions des OSC à la consolidation de la paix, notamment la reconnaissance de l'héritage de Kenneth Kaunda et de la Plateforme de Beijing.

Recommandations politiques :

1. Enhance CSO involvement in AU peace and security mechanisms by strengthening the capacity of CSOs to engage effectively in peace processes, especially in decision-making spaces at the AU.
2. Institutionalize CSO roles in policy implementation by formalizing their role in implementing peace and security frameworks, such as the Livingstone Formula and Agenda 2063.

Soutenir les événements commémoratifs favorisant la sensibilisation et l'engagement, tels que l'anniversaire de la Plateforme de Beijing, pour renforcer le dialogue.

2.3. Le rôle des États, des institutions régionales et des acteurs non étatiques dans la mise en œuvre effective de la Livingstone Formula et des Maseru Conclusions.

Cette session a examiné les rôles collaboratifs des États, des institutions régionales et des acteurs non étatiques dans la mise en œuvre efficace de la Livingstone Formula et des Maseru Conclusions, deux cadres essentiels pour l'engagement des Organisations de la Société Civile (OSC) dans la paix et la sécurité au sein de l'Union Africaine.

Elle visait à mettre en évidence les bonnes pratiques et les défis dans l'engagement multipartite, tout en proposant des recommandations pour améliorer la collaboration dans les mécanismes de paix et de sécurité de l'UA.

Présidée par M. Richard Ssewakiryanga du Centre for Basic Research, la session a présenté des interventions de plusieurs acteurs clés.

Mme Makda Mikre Tessema, de la Commission de l'Union africaine (CUA), a fourni un aperçu des cadres normatifs de l'UA en matière de démocratie et de gouvernance dans l'Architecture africaine de gouvernance (AGA) et l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA). Elle a insisté sur le rôle crucial des OSC dans la promotion d'une gouvernance inclusive et de processus démocratiques, essentiels pour des efforts de paix durables.

Mme Valentine Atonde, de la Communauté économique



des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO / ECOWAS), a partagé ses perspectives sur l'engagement des OSC dans les efforts de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest.

Mme Valentine Atonde, de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), a partagé ses (Fin colonne 1)

ses perspectives sur l'engagement des OSC dans les efforts de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest. Elle a présenté les stratégies régionales mises en place pour renforcer la collaboration entre États et acteurs non étatiques, et a souligné les défis institutionnels rencontrés pour garantir une participation effective des OSC aux initiatives de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Mme Salinah El Tanany, de

la Direction des Citoyens et de la Diaspora (CIDO), s'est concentrée sur le rôle de CIDO dans la facilitation de l'engagement de la société civile au sein de l'UA. Elle a mis en évidence les défis liés au renforcement de la coopération entre les différentes parties prenantes, tout en soulignant les opportunités d'un engagement plus approfondi des OSC, en particulier dans la résolution des conflits et les systèmes d'alerte précoce. (fin colonne 2)

Dr. Oita Etyang, du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), a présenté les cadres de gouvernance, de paix et de sécurité du COMESA en mettant en avant leurs initiatives destinées à mettre en œuvre la Livingstone Formula. Il a insisté sur l'importance de la collaboration multipartite dans les processus de

consolidation de la paix et a décrit les efforts du COMESA pour soutenir les OSC dans la réponse aux défis sécuritaires dans la région.

Mme Marie Bebey, du Parlement Panafricain, a mis en lumière le rôle du Parlement dans le plaidoyer législatif en matière de paix et de sécurité, expliquant comment les OSC peuvent collaborer avec les Parlementaires pour influencer les politiques liées à la prévention des conflits, à la gouvernance et aux droits humains.

Les points clés à retenir de la session incluaient la reconnaissance des institutions régionales

comme la CEDEAO et le COMESA en tant qu'acteurs essentiels dans la mise en œuvre des initiatives de paix et dans le renforcement de l'engagement des OSC.

La collaboration multisectorielle et multipartite a été reconnue comme essentielle au succès des cadres tels que la Livingstone Formula et les Maseru Conclusions. Les OSC ont été reconnues comme des acteurs indispensables dans l'avancement de la paix et de la sécurité, notamment à travers le plaidoyer, le renforcement des capacités et l'apport de perspectives communautaires pour éclairer les politiques.

(Fin colonne 1)

Des opportunités d'un engagement plus profond entre les OSC et les institutions régionales ont été identifiées, mais la session a également mis en évidence la nécessité de s'attaquer aux défis institutionnels pour garantir des processus de paix plus inclusifs et durables. Dans l'ensemble, la session a renforcé l'importance de consolider les partenariats entre les États, les institutions régionales et les OSC afin de mettre en œuvre efficacement les cadres de paix et de promouvoir une stabilité durable à travers le continent.

Questions émergentes :

1. Il est nécessaire de renforcer la compréhension des rôles et cadres de l'UA et de l'ECOSOCC.
2. Il faut intégrer les organisations confessionnelles et professionnelles dans les discussions sur la paix et la sécurité.
3. Il existe un besoin de suivi et d'évaluation des cadres de l'UA-ECOSOCC.

Recommandations politiques:

1. Reconnaître le rôle significatif des Églises et groupes religieux dans les efforts de cohésion communautaire.
2. Établir des mécanismes de suivi robustes en mettant en place des cadres clairs de monitoring et d'évaluation des engagements des OSC et de l'UA afin d'assurer transparence et redevabilité.
3. Establish robust monitoring mechanisms by setting up clear monitoring and evaluation frameworks for CSO and AU engagements to ensure accountability and transparency.

2.4. Expériences des OSC dans la promotion de la paix et de la sécurité

Cette session a mis en lumière les expériences pratiques, les contributions et les défis rencontrés par les Organisations de la Société Civile (OSC) dans la promotion de la paix et de la sécurité à travers l'Afrique.

Présidée par Dr. Gosnell Yorke, du Pan-African Development Forum et de l'Université de Copperbelt, la session a souligné le rôle central des OSC dans l'appui aux États membres, aux institutions régionales et aux organismes continentaux dans les efforts de paix, incluant les systèmes d'alerte précoce, la prévention des conflits, la consolidation de la paix, la bonne gouvernance et la connexion avec les communautés locales.

M. Jonathan Sandy, Chef du Cluster Paix et Sécurité de l'ECOSOCC, a évoqué les espaces créés pour le dialogue et l'apport des OSC dans les initiatives de l'UA. Il a parlé des stratégies pour renforcer l'engagement des OSC auprès de l'ECOSOCC, notamment en améliorant le

dialogue et la collaboration sur les questions de paix et de sécurité.

Mme Yobu Annet Modi, de l'organisation Ms EVE, au Soudan du Sud, a partagé des perspectives sur le rôle des OSC dans la promotion de la paix en vue des prochaines élections dans le pays. Elle a présenté les stratégies pour surveiller les élections, médiatiser les différends et faciliter les dialogues entre acteurs politiques et communautés afin de prévenir la violence et d'assurer des résultats pacifiques.

M. Clovis Kadda, du Réseau pour la Réforme du Secteur de Sécurité et de Justice (RRSSJ), RDC, s'est concentré sur le rôle des OSC dans la réponse aux conflits armés et à la montée du militantisme dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC). Il a souligné comment les OSC ont mis en œuvre des initiatives de consolidation de la paix basées sur la communauté, travaillant avec les populations locales

affectées par la violence afin de promouvoir la paix et la stabilité.

Mme Marie-Louise Baricako, du Mouvement Inamahoro, Rwanda/Burundi, a présenté des exemples d'initiatives communautaires menées au sein des populations déplacées et réfugiées. Elle a montré comment ces initiatives locales ont contribué à la paix et à la sécurité, tout en influençant les agendas nationaux, régionaux et continentaux.

La session a mis en évidence l'importance de l'implication des OSC dans les processus de paix, en particulier dans les régions touchées par les conflits. Les expériences partagées par les intervenants ont illustré le rôle essentiel que jouent les OSC dans les systèmes d'alerte précoce, la médiation et la reconstruction post-conflit, soulignant leur contribution à une paix durable et à la sécurité sur le continent.

Problématiques émergentes :

1. Les femmes et les jeunes sont exclus des négociations de paix.
2. Il est nécessaire d'assurer un engagement cohérent des OSC et un dialogue avec les institutions gouvernementales.
3. Il existe des lacunes dans la compréhension des processus et cadres électoraux.

Recommandations politiques:

1. Établir des plateformes de dialogue continu avec les gouvernements, en développant des mécanismes formels pour un engagement régulier entre les OSC et les institutions étatiques afin de relever les défis liés à la paix et à la sécurité.
2. Fournir une éducation civique sur les processus électoraux, en collaborant avec les OSC pour offrir des formations et des ressources sur les processus électoraux, en particulier dans les contextes post-conflit.
3. Provide civic education on electoral processes by partnering with CSOs to provide training and resources on electoral processes, especially in post-conflict settings.

2.5. L'Agenda Femmes, Paix et Sécurité (FPS) et Jeunesse, Paix et Sécurité (JPS) en Afrique

Cette session a porté sur le renforcement de la participation des femmes et des jeunes à la consolidation de la paix en Afrique, du niveau local au niveau régional. Présidée par M. Erwau Emmanuel de Women Partners for Health, Soudan du Sud, la session a abordé les stratégies visant à renforcer la mise en œuvre des Plans d'Action Nationaux (PAN) sur FPS et JPS, en mettant l'accent sur la participation locale, le leadership et l'intégration des femmes et des jeunes dans les processus de paix.

Mme Godelieve Manirakiza, de l'Association des Femmes Rapatriées du Burundi (AFRABU), Afrique de l'Est, a ouvert la discussion en présentant les stratégies visant à renforcer l'implication des femmes et des jeunes dans les négociations formelles de paix dans des contextes de conflits tels que la RDC, le Soudan, le Soudan du Sud et l'Éthiopie. Elle a évoqué les défis persistants et les progrès réalisés pour garantir leur participation aux pourparlers et négociations de paix, soulignant l'importance de créer des espaces plus inclusifs pour les femmes et les jeunes dans les processus décisionnels.

Mme Mea Monde, du Southern Africa Human Rights Defenders Network, a présenté les stratégies régionales visant à répondre aux défis socio-économiques tout en promouvant les femmes et les jeunes comme acteurs clés de la consolidation de la paix. Elle a mis en avant la nécessité d'approches sensibles au genre et inclusives pour les jeunes, montrant comment les États peuvent soutenir ces groupes afin qu'ils deviennent des acteurs centraux dans la résolution des conflits et la reconstruction des sociétés.

M. Patrick Longonia, du Centre d'Études sur Handicap, Justice et Résolution 1325 (CEHAJ1325), Afrique Centrale, a comparé les stratégies de mise en œuvre des Plans d'Action Nationaux sur FPS et JPS dans les différents pays de la Région des Grands Lacs (CIRGL). Il a partagé les meilleures pratiques et les leçons tirées des pays ayant réussi à intégrer les femmes et les jeunes dans les agendas de paix et de sécurité, fournissant des pistes importantes pour d'autres régions souhaitant renforcer leurs initiatives FPS et JPS.

La session a souligné le rôle crucial des femmes et des jeunes dans la consolidation de la paix

et l'importance d'intégrer leurs voix à tous les niveaux des processus de paix. En renforçant la mise en œuvre des Plans d'Action Nationaux sur FPS et JPS, les intervenants ont insisté sur la nécessité de maintenir des efforts soutenus pour que les femmes et les jeunes soient non seulement des participants, mais également des leaders des initiatives de paix et de sécurité en Afrique.

Problématique émergente:

1. Les défis socio-économiques touchent de manière disproportionnée les femmes et les jeunes..
2. Il existe une résistance et des actes d'intimidation à l'encontre des femmes occupant des rôles de consolidation de la paix.
3. Les défis transfrontaliers affectent la participation des femmes aux processus de paix.

Recommandations politiques:

1. Faciliter la coopération et le dialogue transfrontaliers en établissant des plateformes de dialogue transfrontalier pour traiter les questions de paix et de sécurité affectant les jeunes et les femmes..
2. Combat intimidation and violence against women in peace-building by implementing protective measures and support systems for women involved in peace and security processes.
3. Facilitate cross-border cooperation and dialogue by establishing platforms for cross-border dialogues to address regional peace and security issues affecting women and youth.

2.6. Cercles de discussion sur une re-imagination de la paix et de la sécurité en Afrique – Recommandations politiques pour une consolidation efficace de la paix

Cette session s'est concentrée sur l'identification de domaines stratégiques prioritaires pour renforcer le plaidoyer de la société civile en appui à l'Agenda Paix et Sécurité de l'Union Africaine, en mettant l'accent sur la construction d'alliances stratégiques pour répondre aux nouveaux défis touchant la sécurité humaine. Modérée par M. Richard Ssewakiryanga, du Centre for Basic Research, cette session a permis d'organiser trois groupes de discussion afin de formuler des recommandations politiques et des stratégies de plaidoyer visant à s'attaquer aux causes profondes des conflits en Afrique.

La réunion a identifié des actions clés à poursuivre. Les participants se sont engagés à poursuivre la collaboration et le suivi des résultats convenus.

2.6.1. Principales problématiques émergentes et recommandations de haut niveau:

a) Enjeux pressants de paix et de sécurité en Afrique:

Problématiques émergentes:

1. Prolifération des armes à feu : Dans des pays comme le Soudan du Sud, l'Ouganda et le Kenya, la large disponibilité d'armes militaires, notamment détenues par des particuliers, alimente les razzias de bétail et affaiblit l'autorité légale.

2. Multiplicité de groupes armés : En RDC, la présence de groupes armés régionaux et de forces internationales telles que la Force en Attente de l'Afrique de l'Est et la MONUSCO complique les efforts de maintien de la paix.

3. Cadres juridiques inadéquats : Des pays comme le Soudan du Sud manquent de systèmes juridiques robustes, ce qui affaiblit le contrôle des groupes armés et de la prolifération d'armes

4. Militarisation de la politique : Dans de nombreux pays africains, l'implication de l'armée dans la politique mine les institutions démocratiques et encourage la violence électorale.

5. Corruption : La corruption généralisée entrave les efforts visant à instaurer la paix et la sécurité

6. Divisions ethniques et barrières linguistiques : Les différences ethniques et linguistiques continuent d'alimenter les tensions, en particulier dans les pays à forte diversité.

7. Exploitation illégale des ressources naturelles : Des investisseurs externes exploitent les ressources naturelles africaines, comme en Zambie où les licences accordées aux investisseurs locaux sont revendues à des entités internationales.

8. Conflits fonciers et frontaliers : Les différends territoriaux internes et externes (par exemple entre le Soudan du Sud et la RDC-Rwanda) demeurent des sources majeures de conflit.

Recommandations:

1. **S'attaquer aux causes profondes :** Se concentrer sur la compréhension et la résolution des facteurs sous-jacents alimentant la prolifération des armes et les conflits, tels que la pauvreté et les inégalités. Cela devrait inclure un programme de désarmement et de développement dirigé par l'UA.
2. **Plaidoyer pour l'éducation à la paix :** Utiliser les plateformes communautaires et les médias sociaux pour promouvoir l'éducation à la paix et contester la militarisation de la politique.
3. **Sécurité centrée sur les populations :** recentre l'approche sécuritaire sur les besoins et la sécurité des communautés locales.
4. **Autonomiser les communautés locales :** renforcer les réseaux dirigés par les communautés et assurer un accompagnement maîtrisé et sensibilisé de l'autonomisation des populations locales pour faire face aux conflits fonciers et frontaliers.

b) Outils, technologies et approches pour les OSC :

Problématiques émergentes :

1. **Compréhension des causes profondes :** Les OSC doivent adopter des stratégies qui s'attaquent aux causes profondes des conflits plutôt qu'à leurs symptômes superficiels.
2. **Plaidoyer communautaire :** L'utilisation des médias communautaires et des réseaux sociaux pour promouvoir les agendas de paix est essentielle pour sensibiliser et combattre les idéologies nuisibles..
3. **Sécurité centrée sur les populations:** L'autonomisation des communautés locales grâce à l'éducation et aux cadres juridiques contribue à promouvoir la paix et la stabilité.
4. **Autonomisation contrôlée :** Veiller à ce que les communautés locales soient suffisamment autonomisées sans créer de nouveaux déséquilibres ou vulnérabilités.

Recommandations:

1. Approche des causes profondes : les OSC devraient se concentrer sur le traitement des causes profondes telles que la pauvreté, la corruption et la prolifération des armes dans leurs initiatives de paix et de sécurité.
2. Exploiter la technologie pour le plaidoyer : Utiliser les médias sociaux et les plateformes communautaires pour diffuser l'éducation à la paix et mener des actions de plaidoyer, en ciblant particulièrement les jeunes et les populations locales.
3. Renforcer les réseaux communautaires : établir des réseaux qui facilitent une meilleure communication et coordination entre les acteurs locaux et les autorités nationales afin de renforcer la sécurité et la résilience communautaire
4. Programmes d'autonomisation : développer des initiatives locales d'autonomisation axées sur l'éducation, l'emploi et le développement.



APPEL A L'ACTION

3.1. Outils et approches innovants pour permettre aux OSC de relever les défis de la paix et de la sécurité

Pour les Etats Membres	Pour l'Union Africaine	Pour AU-ECOSOC	Pour les Partenaires Stratégiques
- Aborder les défis en traitant les causes profondes ; mettre en œuvre des programmes de développement dirigés par l'UA - Promouvoir l'éducation à la paix ; adopter des approches de sécurité centrées sur les populations - Autonomiser les communautés locales ; investir dans les mécanismes de prévention des conflits - Renforcer la gouvernance démocratique.	- Élaborer une politique claire de dissuasion pour les Etats en début des guerres - Renforcer la mise en œuvre du principe de non-indifférence de l'UA - Renforcer l'Académie Africaine des Langues - Établir une base de données centralisée pour le signalement et l'accès à l'information - Promouvoir l'intégration régionale et soutenir le développement de cadres durables de consolidation de la paix	- Soutenir le développement des infrastructures locales, promouvoir les plans de développement dirigés par l'UA, - Soutenir des systèmes efficaces d'alerte précoce, - Jouer un rôle actif dans les conflits frontaliers - Produire des rapports électoraux précis - Faciliter le dialogue et la médiation entre parties en conflit - Plaider pour l'inclusion des groupes marginalisés	- Appuyer le développement local, promouvoir les initiatives menées par l'UA - Plaider en faveur de l'éducation à la paix - Collaborer avec les OSC pour renforcer leurs capacités et leur efficacité - Fournir une assistance financière et technique - Sensibiliser aux enjeux de paix et de sécurité

3.2. Renforcement des alliances stratégiques pour la consolidation de la paix

Pour les États membres	Pour l'Union africaine (UA)	Pour l'AU-ECOSOC	Pour les partenaires stratégiques
- Élaborer un agenda stratégique commun pour la paix et la sécurité - Etablir des plateformes pour des consultations aux niveaux régional et national - Collaborer avec les organisations de la société civile et travailler étroitement avec les leaders traditionnels.	- Faciliter les réunions et consultations régionales - Appuyer dans l'élaboration d'un agenda stratégique commun - Assurer que la SC est impliquée dans le développement et la mise en œuvre des politiques.	- Promouvoir les partenariats entre OSC, instances régionales et gouvernements ; - Faciliter le partage de connaissances et le renforcement des capacités	- Fournir un soutien technique et financier pour renforcer les partenariats ; - Promouvoir la coopération régionale - Plaider pour l'inclusion de la société civile dans les efforts de consolidation de la paix.

3.3. Repenser le plaidoyer de la société civile au sein de l'Architecture de paix et de sécurité de l'UA

Pour les États membres	Pour l'Union africaine (UA)	Pour l'AU-ECOSOC	Pour les partenaires stratégiques
- Appuyer les engagements consultatifs entre la SC et les Communautés - Faciliter l'accès à l'information	- Développer des plateformes en ligne pour le partage d'informations - Faciliter la communication entre la SC et les corps de l'AU - Soutenir l'élaboration de définitions régionales en matière de paix et de sécurité.	- Faciliter la collaboration entre les OSC - Promouvoir l'échange de connaissances entre les OSC et les communautés - Plaider pour des ressources financières afin de soutenir les activités des OSC - Coordonner avec d'autres organes de l'UA pour assurer une mise en œuvre efficace des initiatives de paix et de sécurité	- Fournir un appui au renforcement des capacités des OSC sur les questions de paix et de sécurité - Explorer des modèles de financement alternatifs pour les OSC - Fournir un appui au renforcement des capacités des OSC sur les questions de paix et de sécurité - Promouvoir l'inclusion des groupes marginalisés dans les efforts de plaidoyer



DISCOURS DE CLÔTURE

La réunion s'est conclue par des marques d'appréciation de M. Boniface Cheembe, membre du chapitre national de l'ECOSOCC et Directeur Exécutif du Southern African Center for the Constructive Resolution of Disputes. Il a salué le succès de l'événement, soulignant son importance pour renforcer la collaboration entre les organisations de la société civile (OSC) et l'Union Africaine (UA) sur les questions de Paix et de Sécurité..

Suite à M. Cheembe, M. Jonathan Sandy, responsable du Cluster Paix et Sécurité de l'ECOSOCC, a réfléchi sur les espaces créés pour le dialogue et l'apport des OSC aux initiatives de l'UA tout au long de la réunion.

Il a mis en avant la nécessité de continuer à renforcer le dialogue et la collaboration, insistant sur l'importance des OSC dans l'élaboration de stratégies efficaces de paix et de sécurité. M. Sandy a discuté de diverses stratégies pour renforcer l'engagement des OSC avec l'ECOSOCC afin d'amplifier davantage leur impact sur les agendas de paix et de sécurité de l'UA.

M. William Carew, chef du Secrétariat de l'AU-ECOSOCC, et Mme Sandra Adong Oder, Directrice Exécutive du Women's International Peace Centre, ont prononcé les remarques officielles de clôture. M. Carew a souligné l'importance des espaces créés

lors de la réunion pour le dialogue et les contributions précieuses des OSC dans l'élaboration des initiatives de paix et de sécurité de l'UA. Il a réitéré la nécessité d'une collaboration et de partenariats continus pour renforcer l'engagement de la société civile auprès de l'ECOSOCC, mettant en avant le rôle des OSC dans la construction d'une Afrique plus pacifique et sécurisée.

Mme Sandra Adong Oder a proposé que cette réunion soit désignée sous le nom de «Processus de Lusaka», compte tenu de son importance et de son impact significatif dans la promotion des initiatives de paix et de sécurité. Elle a exprimé son optimisme quant à l'avenir de l'engagement de la société civile, qualifiant la réunion d'étape essentielle dans l'avancement de l'agenda de paix de l'Union Africaine. Les deux responsables ont félicité les participants pour leur implication active et ont encouragé la poursuite des efforts en faveur d'une paix et d'une sécurité durables sur l'ensemble du continent



**Women's
International
Peace Centre**

Renforcer la voix et le pouvoir des femmes

© Women's International Peace Centre, 2024
All Rights Reserved

The Executive Director

Women's International Peace Centre
Plot 1467, Church Road, Bulindo, Wakiso
P. O. BOX 4924, Kampala, Uganda

Tel: +256-414-698684

Email: program@wipc.org

Web: www.wipc.org

ISBN 978-9970-24-377-8



9 789970 243778